



CARBONE BLEU: accaparement des océans déguisé?

Une réunion publique organisée par le Forum mondial des peuples pêcheurs (WFFP) et le Forum mondial des travailleurs de la pêche (WFF) durant les négociations climatiques de la COP 21 à Paris.



FORO MUNDIAL DE PUEBLOS PESCADORES
WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES
FORUM MONDIAL DES POPULATIONS DE PÊCHEURS

Rapport: 8 Décembre
2015, Paris

Carbone bleu: accaparement des océans déguisé?

Une réunion publique organisée par le Forum mondial des peuples pêcheurs (WFFP) et le Forum mondial des travailleurs de la pêche (WFF) durant les négociations climatiques de la COP 21 à Paris.

Rapport: 8 Décembre 2015, Paris

La réunion était co-organisée avec:

Le Transnational Institute (TNI), www.tni.org

Afrika Kontakt, www.afrika.dk

FIAN International, www.fian.org

Focus on the Global South, www.focusweb.org

Publié par le Secrétariat international du Forum mondial des peuples de pêcheurs (WFFP).

Contact: WFFP International Secretariat, oceans@masifundise.org.za

Adresse: Masifundise, 1 Station Road, Mowbray 7705, Cape Town, South Africa

www.worldfishers.org

Juin 2016

Préparé par: Elyse Mills (TNI), Astrid Alexandersen (Afrika Kontakt)

et le secrétariat international du WFFP

Graphisme par Design for development

“Aujourd’hui, les communautés de pêcheurs artisans sont déplacées de part le monde. Notre environnement est détruit et nos droits de l’homme nous sont enlevés. En bref, nous sommes éliminés du système dans lequel nous vivons. Nous sommes là aujourd’hui pour unir nos voix et mettre en avant nos solutions, qui, contrairement aux propositions de l’élite politique et économique négociant l’accord de Paris, sont de vraies solutions. Nous allons continuer notre lutte et enfin gagner la bataille.”

~ **Discours d’ouverture d’Herman Kumara, Forum Mondial des peuples pêcheurs (WFFP)**

“Quand les mouvements mondiaux de pêcheurs furent formés, le combat politique concernait surtout l’opposition entre le secteur de la petite pêche artisanale et celui de la pêche industrielle. Depuis, la raison de la contestation s’est étendue, car les pêcheurs artisans perdent leur accès aux zones de pêche à cause de l’accaparement des terres et de l’eau par les entreprises. Les dirigeants du monde veulent résoudre le changement climatique en mettant en place des mécanismes qui ont pour finalité de nous enlever nos accès aux zones de pêche et donnent les droits de la terre et de l’eau au monde des entreprises.”

~ **Discours d’ouverture de Margaret Nakato, Forum mondial des travailleurs de la pêche (WFF)**

Introduction

Du 7 au 11 Décembre, la Zone d'Action pour le Climat (ZAC) était organisée à Paris, comme espace parallèle aux négociations officielles de la COP21 et fut lancée par la Coalition Climat 21 – un réseau qui rassemble plus de 100 organisations de la société civile de part le monde. Cette Coalition trouve son origine dans l'échec de la conférence pour le climat à Copenhague en 2009, et le détournement de la conférence de Varsovie en 2013 par les intérêts industriels. Dans le contexte de la COP21, cette Coalition d'organisations n'a pas sa place dans les négociations officielles qui ont lieu entre les représentants des gouvernements, et explique que ce qu'ils appellent des solutions, sont de fausses solutions qui amènent à plus d'accaparement 'bleu' et 'vert', sans s'intéresser aux causes et menaces du changement climatique.

La ZAC est devenue une plaque tournante de conversations politiques profondes incluant des centaines de représentants de mouvements sociaux ou d'autres groupes de la société civile de partout dans le monde. De nombreux sujets brûlants furent discutés à la ZAC, dont une liste de sujets qui concernent la pêche: le combat contre le pouvoir des industries, les accords de commerce internationaux et d'investissements, les solutions réelles au changement climatique, le changement de système, la justice climatique et environnementale, l'agroécologie, et les droits humains des producteurs et des consommateurs.

La réunion 'Carbone Bleu, accaparement des océans déguisé ?' fut l'un de ces événements et eut lieu le 8 Décembre, c'est le sujet de ce rapport. Plus de 100 participants enthousiastes prirent part à la réunion, tous entassés dans une petite pièce, avec beaucoup de gens debout derrière ou assis sur le sol, partout où ils pouvaient trouver de la place.

La réunion Carbone Bleu fut ouverte par Herman Kumara, le président du National Fisheries Solidarity Movement du Sri Lanka (NAFSO), un des membres fondateurs du WFFP. Kumara a accueilli l'audience et a insisté sur le fait que cette réunion était importante pour le WFF et le WFFP afin de porter les voix des peuples pêcheurs du monde et pour dépendre notre compréhension collective des stratégies des élites politiques et économiques.

De même que Kumara, Margaret Nakato de Katosi Women Development Trust en Ouganda, directrice exécutive du WFF remercia les participants et souligna le besoin de continuer la coopération étroite entre les deux mouvements mondiaux de pêcheurs et leurs alliés politiques.

Le but de la réunion Carbone Bleu était de discuter de la nécessité pour les peuples pêcheurs de contrôler la terre et l'eau afin d'atteindre la justice climatique. Cette réunion était organisée à travers deux présentations introductives, suivies de deux discussions les concernant, avec de nombreuses possibilités d'échanges avec l'assemblée. Dans la présentation d'ouverture, Mads Barbesgaard, du bureau des affaires politiques à Afrika Kontakt, expliqua les idées qui se cachent derrière le Carbone Bleu, les personnes qui mettent en place ce programme, avec des conséquences sur des millions de pêcheurs artisans. La présentation suivante fut réalisée par Riza Damanik, président du Traditional Fisherfolk Union d'Indonésie. Damanik présenta ses prévisions, en expliquant comment les agendas de conservation, dont le mécanisme du Carbone Bleu, affecteraient les communautés de pêcheurs en Indonésie.

Suite à cette discussion introductive, un premier groupe exposa une série de vraies solutions face au changement climatique. Le groupe incluait Christiana Louwa, du forum El Molo au Kenya, Sherry Pictou de Bear River First Nations au Canada et Manickam Ilango, président du National Fishworkers Forum en Inde. Cette session était modérée par Philip Seufert de FIAN International en Allemagne.

Le second groupe a discuté des chemins possibles dans la lutte pour la justice climatique. Le groupe comprenait Margaret Nakato, Jorge Adalberto Varela Marquez, invité spécial du WFFP du Honduras, Herman Kumara du NAFSO et Christian Adams, le président de Coastal Links en Afrique du Sud. Cette session était modérée par Zoe Brent du Transnational Institute aux Pays-Bas.

1 <https://www.tni.org/en/article/green-grabbing>

Le Carbone Bleu – une fausse solution!

Mads Barbesgaard a ouvert la session en expliquant comment l'association de Copenhague basée sur la justice sociale, Afrika Kontakt, a travaillé en coopération étroite avec les mouvements des peuples pêcheurs pour étudier l'accaparement mondial des océans, qui dépossède les pêcheurs des ressources aquatiques côtières et continentales de part le monde. La présentation de Barbesgaard et le débat qui a suivi ont montré à quel point les processus d'accaparement des océans prennent une place de plus en plus importante dans la conservation basée sur le marché et les mécanismes d'adaptation au changement climatique – avec un des mécanismes les moins connus appelé Carbone Bleu².

L'agenda Carbone Bleu fut introduit en 2009 par un groupe d'institutions et organisations affiliées à l'ONU, mais fut ensuite récupéré par de nombreux acteurs, incluant des multinationales comme Danone et des organisations environnementales comme Conservation Internationale. Les partisans du Carbone Bleu soulignent l'importance de protéger les zones humides, particulièrement les zones de mangroves et de phanérogames marines, du fait de la capacité de ces écosystèmes à agir comme des puits de carbone. Au travers des processus naturels, les zones humides capturent et stockent le carbone, c'est pourquoi les acteurs susmentionnés cherchent des moyens d'inclure les zones humides comme moyen de compensation afin de diminuer l'impact des émissions de CO₂. Les partisans argumentent que le meilleur moyen d'y parvenir est l'introduction de mécanismes basés sur le marché, comme ceux utilisés pour les forêts (Cf. REDD+). En accord avec l'approche croissante et dominante dans la compensation du changement climatique de 'sauver la nature pour la sauver'³, les projets carbone bleu mettent une valeur monétaire sur les zones humides en évaluant combien de carbone elles peuvent capturer et stocker. Les investisseurs, les multinationales, les gouvernements et les individus ont alors la possibilité d'y investir, sous l'hypothèse que cela assurera la conservation des zones humides. En échange, les investisseurs reçoivent des « crédits carbone », qui 'compensent' des émissions de carbone ailleurs. Comme Barbesgaard le souligna lors de sa présentation, ça ne change fondamentalement rien, mais au contraire renforce le statu quo à travers une nouvelle solution basée sur le marché, par laquelle la pollution et la destruction environnementale peuvent continuer aussi longtemps que des zones humides sont protégées ailleurs. Selon Barbesgaard, cela détourne l'attention de la nécessité de changements systémiques profonds, en argumentant que "le carbone bleu est un symptôme du problème des négociations de la COP21: rien ne sera fait pour s'attaquer aux responsables systémiques du changement climatique."

En plus de détourner l'attention des changements systémiques nécessaires, Barbesgaard a aussi souligné comment le Carbone Bleu doit être compris comme un élément du processus plus large de privatisation de la nature et d'accaparement des ressources, sous couvert de la conservation – ce que les mouvements sociaux appellent 'accaparement vert'. Barbesgaard a argumenté que, "le carbone Bleu pourrait avoir les mêmes effets sur les zones humides que REDD+ a eu sur les zones forestières, par exemple l'expulsion des communautés, réduisant les droits coutumiers ou communautaires, ou remplaçant les activités de pêche des communautés par la séquestration du carbone." Riza Damanik (Indonesia Traditional Fisherfolks Union) résuma cela en disant "en Indonésie les pêcheurs disent: 'la mer est notre mère qui nous nourri, nous protège et nous aime'. Le projet carbone bleu nous demande de vendre notre mère".

Dans ce sens, les programmes de Carbone Bleu ne sont pas seulement une autre fausse solution, mais pourraient aussi causer d'autres dommages, ce qui signifie que les institutions de l'ONU, les corporations de multinationales et les organisations environnementales qui mettent en place cette conservation et les agendas carbone bleu font aussi partie du problème. Dans le contexte de l'Indonésie, Damanik a souligné que les communautés de pêcheurs sont les plus vulnérables aux impacts négatifs de tels programmes de conservation, car ce sont à la fois leurs environnements de vie et de travail qui sont visés. Quand un projet de conservation est mis en place, les zones humides côtières et continentales sont fermées dans le but de les protéger, mais cela peut aussi signifier que les habitants locaux sont expulsés des lieux. Cela illustre une autre forme d'accaparement des océans, qui coupe les peuples pêcheurs de leurs zones de pêches traditionnelles.

2 www.tni.org/en/publication/blue-carbon-ocean-grabbing-in-disguise

3 <https://www.tni.org/en/article/green-grabbing>

Damanik argumenta ensuite que les communautés de pêcheurs artisans sont particulièrement impactées par ces projets, parce que leurs droits sont moins visibles et le plus souvent négligés par les gouvernements à la poursuite de la croissance économique. Leurs voix sont aussi rarement entendues dans les politiques et les processus de décision des gouvernements, il est ainsi difficile pour eux d'influencer le contenu des politiques qui affectent directement leurs communautés. C'est pourquoi il est crucial pour les communautés de pêcheurs artisans d'être conscientes de leurs droits et de travailler ensemble pour empêcher des politiques impactantes d'être mises en place – comme l'a noté Damanik, une fois que ces politiques destructrices sont sur le papier, il est presque impossible d'inverser le processus.

De vraies solutions

Lorsqu'ils critiquent les projets politiques des élites économiques et politiques – dont leur poursuite de modèles de marché carbone – on reproche souvent aux mouvements sociaux de mal comprendre la logique et le but de tels projets, ou bien on les critique dur ne pas être capable de proposer des alternatives. La réunion Carbone Bleu a rejeté de telles affirmations en analysant de manière critique les objectifs et les effets des processus du marché carbone, et en exposant de vraies solutions au changement climatique. De plus, il était clair pour le groupe réuni que les leaders du WFFP et du WFF parlaient de vraies solutions au changement climatique. La suite du compte-rendu de la réunion insiste sur ces vraies solutions, comment les petits producteurs artisans ont pratiqué et affiné ces solutions depuis des générations, et comment elles sont la base des principes de justice sociale et environnementale.

1) Respecter et non exploiter la nature

Les communautés indigènes de petits producteurs locaux ont une longue tradition de respect de la nature. En développant et en adaptant continuellement leurs pratiques, les traditions élaborent souvent des connaissances et des sagesses locales à travers les siècles. Comme le souligne Christiana Louwa, une responsable d'El Molo originaire des rives du lac Turkana au Nord du Kenya, les communautés de pêcheurs artisans ne voient pas uniquement la pêche comme une activité extractive, mais comme un mode de vie. "Nous les peuples d'El Molo, co-existons avec la nature. Nos modes de vie et nos traditions sont reliés à la nature et au lac [Turkana] où nous pêchons. A El Molo nous avons un proverbe: 'conserve, protège et soutien le lac pour qu'il puisse servir ta famille et ta communauté'. C'est la source de ta vie, c'est une relation réciproque. Il n'y a pas d'aspect commercial, c'est uniquement de la survie."

2) Les connaissances traditionnelles et indigènes

A des milliers de kilomètres du Kenya, au Canada, les pêcheurs de Bear River First Nation ont capturé des anguilles, des saumons, et d'autres poissons, depuis peut-être autant de temps que les peuples El Molo ont posé leurs pièges ou leurs filets dans les eaux turquoises du lac Turkana. Sherry Pictou a expliqué comment les pêcheurs canadiens indigènes ont transmis leurs traditions et leurs connaissances de génération en génération, et comment ce patrimoine de sagesse accumulée et de pratiques culturelles sert de base pour

subvenir à la nature et à la vie indigène. Cependant, la connaissance traditionnelle et indigène est rarement reconnue dans les processus de gouvernance et de gestion. Pictou a expliqué qu' "il y a une gamme - d'un côté les schémas de conservation, et de l'autre le pur néo-libéralisme. Les peuples indigènes se trouvent quelque part au milieu - nous sommes supposés marchandiser notre relation avec la nature, ou nous sommes supposés vivre complètement en dehors des zones protégées ou des réserves. Mais qui bénéficie vraiment de ces schémas? Et comment cela mène-t-il au bien-être des communautés qui vivent déjà dans ces zones?" Ce sont à la fois les schémas de conservation éco-centrique et les politiques de marchandisation ou de privatisation qui ignorent dans le meilleur des cas et suppriment dans le pire des cas les connaissances traditionnelles et indigènes sur lesquelles les gens comptent pour conserver et protéger la nature.

3) Une gouvernance démocratique et une gestion des ressources naturelles basée sur les communautés

En lien avec les connaissances traditionnelles et indigènes comme une partie de la solution, il est nécessaire de mettre en place une gouvernance démocratique et une gestion des ressources basée sur les communautés. Comme a insisté le président de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Pêche, Ilango Manickam, "la gestion côtière au niveau national devrait être décidée par les peuples concernés - tous les types de gestion concernant les lacs et les océans devraient inclure une consultation avec les gens qui vivent dans les villages, et qui savent ce qui se passe. Ils ont une très bonne connaissance mais ne sont pas consultés." Cette vision particulière de la gouvernance démocratique résonna chez d'autres participants, comme Louwa qui souligna que l'inclusion des communautés de pêcheurs et de leurs pratiques culturelles "est fondamentalement la solution à ces challenges [du changement climatique]."

4) Droits humains contre droits des multinationales

Protéger, promouvoir et réaliser les droits de l'Homme des peuples pêcheurs n'est pas seulement une obligation des Etats ; c'est aussi une part intrinsèque de la solution au changement climatique et aux autres défis environnementaux. Comme expliqué par Pictou, en protégeant les droits des peuples pêcheurs, particulièrement les pêcheurs indigènes, l'environnement est conservé implicitement (voir vraies solutions 1 et 2). Pictou expliqua ensuite que le nombre de cas d'exploitation des ressources naturelles ayant amené à des violations des droits humains et à la destruction environnementale avait augmenté lors des dernières années, soulignant que dans ce contexte, "les droits humains doivent primer sur les droits des multinationales."

Le modérateur, Philip Seufert a clos la session en observant que toutes ces solutions concrètes sont des principes clés des différents instruments internationaux - comme *les Directives internationales sur la pêche artisanale* ainsi que *les Directives sur les régimes fonciers*.

La marche à suivre

Sachant que les luttes politiques pour la justice sociale et environnementale prennent différentes formes dans les différents contextes nationaux – en fonction de ‘l’espace politique’ de la société civile – la deuxième session a exploré différentes stratégies pour aller plus loin. Bien que les contextes nationaux diffèrent entre l’Afrique du Sud et l’Ouganda et du Honduras au Sri Lanka, les conversations modérées par Zoé Brent ont aussi mis l’accent sur des points communs.

1) Construire des alliances et converger

Un aspect important est la convergence entre les problèmes de la terre et de l’eau, qui mettent en lumière la lutte commune entre ceux qui ont perdu l’accès aux droits de la terre et de l’eau. Bien que leurs expériences puissent être différentes, les défis auxquels ils font face sont les mêmes et combiner leurs efforts pourrait créer une alliance plus forte et plus efficace. Comme l’a argumenté Margaret Nakato, “Il n’est pas nécessaire de séparer les problèmes, nous avons besoin d’une manière commune de résoudre ces problèmes.” Cela signifie que les pêcheurs artisans et les agriculteurs paysans doivent s’unir pour imaginer comment travailler ensemble afin d’organiser des actions collectives et pour gagner le contrôle et l’accès aux ressources naturelles dont leurs modes de vie dépendent.

2) La mobilisation de masse

Jorge Varela, invité spécial du Forum Mondial des Peuples Pêcheurs a fait échos de ce sentiment en disant que “nous avons besoin d’une mobilisation de masse pour créer une prise de conscience. Sans une mobilisation massive, nous ne pouvons changer les choses car les grosses sociétés contrôlent et manipulent nos gouvernements.”

3) Des femmes mènent la lutte locale

Des alliances fortes sont déjà formées entre les mouvements sociaux, les ONGs et d’autres organisations de la société civile. Selon Herman Kumara, ces alliances sont indispensables afin d’éviter l’isolement ou la criminalisation de groupes individuels. Il a souligné que “Les femmes sont le noyau de ces alliances, elles ont le courage d’aller plus loin, de faire du porte à porte, de rencontrer les dirigeants, de s’exprimer dans les médias, pour dire quels sont les problèmes et ce qui doit être fait.”

Un autre exemple de femmes menant la lutte vient d’Ouganda. Là bas, les femmes des communautés de pêcheurs ont développé de solides organisations pour mener la lutte pour le contrôle et l’accès aux zones de pêche et pour combattre l’exclusion des femmes des activités de pêche du fait de relations inégales entre les genres. Selon Margaret Nakato, les femmes jouent un rôle crucial dans tous les secteurs de la pêche artisanale, et sont les gestionnaires de leurs familles. Ces femmes sont aussi des gardiennes progressives des relations sociales, des valeurs culturelles et des pratiques dans les communautés de pêcheurs. Dans de nombreux cas, les hommes dans les communautés commencent à rejoindre les organisations des femmes car leur marginalisation est en augmentation, et ils réalisent l’importance de créer des alliances et de converger avec d’autres membres de la communauté.

4) Attaquer les gouvernements et les entreprises en justice

Ces alliances pourraient particulièrement mettre l'accent sur le respect des droits de l'Homme et la lutte contre la criminalisation des communautés, et particulièrement celles de petits producteurs. En Afrique du Sud, des pêcheurs artisans sont constamment arrêtés pour avoir exercé des activités de pêche qu'ils ont pratiqué durant des centaines d'années. Christian Adams, responsable de l'association Sud Africaine Coastal Links a expliqué que dans sa communauté "les pêcheurs et les bateaux industriels ne sont jamais inquiétés, alors que nous [les pêcheurs artisans] sommes arrêtés, juste pour avoir pêché dans nos zones habituelles. Mais en Afrique du Sud nous sommes plutôt chanceux car nous avons pu attaquer notre gouvernement en justice et il a été prouvé que nos droits humains avaient été violés." Dans un arrêté de la cour suprême en 2007, celle-ci a donné l'instruction au ministre de la pêche de développer une nouvelle politique des pêches reconnaissant les Droits de l'Homme des pêcheurs artisans dans le pays. Bien que celle-ci ne soit pas encore mise en place, Adams a souligné que les pêcheurs "vont continuer d'être investis dans des campagnes de défiance et de désobéissance civile" afin de mettre la pression sur le gouvernement pour qu'il accélère le processus de mise en place de la loi.

5) Droits humains et instruments des Nations Unies

D'un point de vue Hondurien, M. Varguela a argumenté que "nous sommes face à un ethnocide, un génocide légal qui amène les violations des droits de l'Homme à un niveau jamais atteint car les gouvernements adaptent les lois pour servir leurs propres buts." Cet objectif place les droits des entreprises au-dessus des droits de l'Homme, à des fins purement économiques. La réponse à ces violations des droits humains requiert l'alliance et la capacité à s'unir et à éduquer les membres des communautés sur leurs droits et aussi sur la façon dont ils peuvent résister contre le fait d'être déplacé d'un endroit à un autre, et contre le fait de se voir enlevé leur accès à la ressource.

Comme l'a ensuite expliqué Margaret Nakato, "nous ne voulons pas homogénéiser les peuples pêcheurs, nous ne voulons pas individualiser leurs problèmes. Quand nous construisons des alliances, nous travaillons avec tous les petits producteurs artisans - agriculteurs, pêcheurs et éleveurs. Cela requiert de se mettre en réseau avec des organisations variées et de créer des alliances au-delà de nos communautés." Un outil concret qui est déjà bien implanté pour faciliter ces alliances, et qui souligne les chemins par lesquels les droits des pêcheurs artisans pourraient être reconnus, sont *les Directives internationales sur la pêche artisanale (Directives SSF)*. La mise en place de ces Directives doit être décidée de façon collaborative et d'une manière qui s'adresse particulièrement aux communautés et aux individus concernés.

Dans un bref résumé de la session, Zoe Brent a souligné la focalisation sur les droits humains et l'utilisation des instruments des Nations Unies comme un projet à développer, qui fut mentionné par tous les participants. Les Directives SSF ont reçu une attention particulière dans les débats - et dans le contexte des pêches continentales, *Les Directives des Nations-Unies sur les régimes fonciers ont aussi reçu un grand intérêt.*

Remarques conclusives

À la fin de la réunion de trois heures, qui inclua de nombreuses discussions profondes sur les vraies et les fausses solutions, et des interactions vivantes avec les plus de cent participants, les deux responsables du WFF et du WFFP ont conclu l'après-midi avec ces quelques mots:

“Notre lutte pour les droits de pêche sur les lacs attire l'attention sur les relations d'accès à la terre et à l'eau pour sécuriser les modes de vie, où l'accès à la terre à certains endroits se traduit en restriction à l'accès aux zones de pêche pour les pêcheurs. Les pêcheurs sont déplacés de leurs terres où ils ont vécu pendant des siècles à cause du pouvoir des entreprises et des fausses solutions au changement climatique. Cette réunion a souligné l'importance des deux mouvements mondiaux de pêcheurs [WFF et WFFP] qui travaillent ensemble, et l'importance de consolider les réseaux avec d'autres alliés. Ensemble nous pouvons protéger la pêche comme un mode de vie et sécuriser celui-ci.”

- Margaret Nakato (WFF)

“Nous vous remercions pour votre participation à cette réunion. Elle a été un point critique dans le combat contre les mécanismes du Carbone Bleu et contre d'autres fausses solutions de l'UNFCCC. Ensemble avec nos partenaires du World Forum of Fish Harvesters and Fish Workers, Afrika Kontakt, Transnational Institute, Focus on the Global South, et FIAN, nous allons continuer cette lutte. Nous avons à combattre les fléaux du capitalisme et un de nos outils sont *les Directives internationales sur la pêche artisanale.*”

- Herman Kumara (WFFP)

www.worldfishers.org



FORO MUNDIAL DE PUEBLOS PESCADORES
WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES
FORUM MONDIAL DES POPULATIONS DE PÊCHEURS